

Chasse aux Roms : une arme politique à double tranchant

27 septembre 2013



A quelques mois d'élections municipales et en pleine crise économique, le bouc-émissaire est trouvé : les Roms. Ceux-ci rassemblent contre eux l'opposition et une partie de la majorité. La presse se libère et publie une « carte des Roms ». Le ministre de l'intérieur Manuel Valls souligne que « seule une minorité de Roms souhaite s'intégrer » et le chef de l'Etat n'y trouve rien à redire. Dans quelques jours, après qu'un vaste relais ait été donné à ces propos, un sondage viendra confirmer que 99 % des Français ne veulent plus de Roms dans leur jardin. [1] Pourtant, il n'est pas certain que la démagogie soit si payante que cela à terme.

Qui sont les « Roms » ? Les groupes mis en cause – expulsables car étrangers en situation irrégulière - sont environ 20 000, originaires de Roumanie, de Bulgarie et d'autres pays d'Europe de l'Est. Comment un si petit groupe de population démunie pourrait-il mettre en péril notre société ? Dans l'opinion, ce sont bien l'ensemble des « groupes tziganes » qui sont visés. Ils comptent environ 400 000 personnes en France. Le problème, c'est qu'ils sont le plus souvent tout à fait Français, depuis des générations et rassemblent des populations aux origines et aux modes de vie très différents...

Ces populations ont en commun de vivre souvent dans des conditions très difficiles (sites pollués, absence d'électricité et d'eau courante, etc.). Leur espérance de vie se situerait entre cinquante et soixante ans. Les adultes exercent une activité économique à la marge, pas toujours de façon légale (ils en ont rarement le droit), et subissent encore plus que les autres les conséquences du ralentissement de la croissance. Comme l'écrit Christophe Robert : « Les groupes tziganes s'inscrivent dans les interstices que la société leur laisse libres » [2] Cela vaut pour l'emploi comme pour les aires de campement.

Tous des voleurs ?

Les relations sont parfois conflictuelles avec le reste de la population, qu'ils nomment « gadjés ». Le non-respect de la loi n'a pas à être toléré, par exemple pour ceux de ces populations qui utilisent leurs enfants pour mendier. Les difficultés existent et en aucun cas, le particularisme culturel ne peut justifier le non-respect des règles de la collectivité. Certaines formes de tolérance relèvent du misérabilisme compassionnel, parfois sympathique, mais qui n'aide pas les intéressés à vivre en harmonie avec le reste de la population. Tous des voleurs ? Sans nier les entorses à la loi, encore ne faut-il pas grossir le trait : on a toujours accusé les groupes tziganes plus qu'il ne le fallait. Il faut dire que la cible est facile, sans grande capacité de mobilisation politique. Si l'insécurité persiste, cela n'a rien à voir dans l'immense majorité des cas avec les 20 000 Roms. Le problème est l'incapacité depuis des années des ministres de l'intérieur à donner les moyens aux forces de sécurité de faire régner l'ordre partout, notamment via une police présente dans les quartiers au quotidien. L'épisode Roms met surtout en lumière l'impuissance politique à traiter cette question au fond, notamment du fait de l'abandon en 2002 du développement de la police de proximité.

La question de fond, qui est permanente dans l'histoire des groupes tziganes en général, est de savoir si une société peut fonctionner avec, en son sein, une population minoritaire aux règles et pratiques différentes. Qu'est-ce que « s'intégrer » ? Au-delà du respect des lois, est-ce de devoir vivre tous de façon identique ? Les groupes tziganes qui cherchent le moins à vivre de la même façon que la norme moyenne ne sont pas des immigrés récents venus d'Europe de l'Est, mais ceux qui, parfois nomades (de façon plus ou moins subie par le biais des expulsions), n'ont pas spécialement le goût pour se retrouver éparpillés dans des cités HLM et veulent maintenir des pratiques communes. Ils sont Français ou membres de l'Union européenne et font partie de notre société depuis des décennies... Les immigrés d'Europe de l'Est aspirent quant à eux surtout à sortir de la misère qu'ils fuient et à accéder aux normes de confort d'une société riche. Bref, à « s'intégrer » le plus possible.

La difficulté est en réalité moins la question de modes de vie différents et d'intégration - après tout, des populations aux modes de vie très différents vivent en France depuis toujours - que du respect des règles de vie commune. Pour cela il faut que les intéressés les acceptent, et qu'on leur donne le moyen de le faire, en particulier par le biais du travail, de l'accès à l'éducation, le logement ou la santé.

Un jack-pot politique ?

De la même façon que le ministre de l'économie augmente les impôts en soulignant l'existence d'un ras-le-bol de sa propre politique, le ministre de l'intérieur qui devrait assurer la cohésion entre les communautés, exacerbe les tensions et souligne son incapacité à garantir la sécurité des personnes. Quelques années auparavant il indiquait l'inverse sur RTL : « Il y a toujours eu une peur du gitan, du voleur de poules... ça ne s'exploite pas » [3] Mais médiatiquement, la séquence « haine des Roms » paraît porteuse, il faut l'exploiter.

La situation actuelle pose deux types de problèmes. Le premier a trait aux valeurs personnelles des individus qui attisent la haine. Jusqu'où peut-on sacrifier ses convictions sur l'autel des élections ? D'une certaine façon, un certain sens de l'honneur politique est perdu. Le pouvoir médiatique de certains élus leur donne la capacité de jouer les gros bras contre des Roms mal représentés et mal défendus. Livrer le plus faible à la vindicte du peuple est facile. Mais comment, en leur for intérieur, vont-ils assumer un tel degré de lâcheté ? Il leur faudra bien du courage. Le second est pragmatique. De même que les baisses d'impôts avant 2011 et les hausses non assumées ensuite ont eu un effet désastreux dans l'opinion, les « messieurs sondages » qui gouvernent les discours en politique jouent avec le feu. D'un côté, il y a peu de chances pour que l'électeur du Front

national se mette soudainement à voter socialiste, mais, en retour, la chasse aux Roms légitime les propos de l'extrême droite. Le gain en voix risque d'être mince. De l'autre, la violence des propos repousse des électeurs, souvent peu politisés et que l'on entend moins mais qui ne partagent pas la violence des discours et l'absence de valeurs. L'épisode actuel laissera des traces en 2017.

Photo / © Lulu Berlu - Fotolia.com

[1]Le sondage est arrivé le lendemain de la rédaction de cet article et notre estimation n'était pas très éloignée : [93 % des Français estiment que les Roms s'intègrent mal et 77 % approuvent les propos de Manuel Valls](#). On s'en doutait.

[2]« Éternels Étrangers de l'intérieur », Christophe Robert, éd. Desclée de Brouwer, 2007.

[3]Voir la vidéo sur le blog du [Monde.fr](#).

• Emplacement :

[Accueil](#) > [Points de vue](#) >

• Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/Chasse-aux-Roms-une-arme-politique-a-double-tranchant>